

La voix de l'Opposition de gauche

ArcelorMittal. Poker menteur. Les promesses ne valent que pour les naïfs qui y croient. Vive le gouvernement et vive l'Union européenne !

01.12.12

Le gouvernement français a annoncé vendredi soir un accord avec ArcelorMittal sur l'avenir de Florange, évitant ainsi d'avoir à exécuter sa menace de nationalisation du site sidérurgique mosellan.

Le Premier ministre a annoncé que le géant de l'acier acceptait d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans la partie transformation de l'acier de Florange, mais les hauts-fourneaux du site ne seront pas rallumés.

"Il n'y aura pas de plan social à Florange", a-t-il souligné, même si des réductions de postes seront mises en oeuvre à travers des départs anticipés à la retraite.

Jean-Marc Ayrault a expliqué que le gouvernement n'avait pas retenu l'hypothèse d'une *"nationalisation transitoire"* du site, *"au vu des engagements qu'il a obtenus d'ArcelorMittal"*.

L'accord présenté vendredi ne prévoit pas de redémarrage des hauts-fourneaux de Florange, les derniers de la région Lorraine, mais seulement leur maintien dans un état qui permette de lancer à terme le projet Ucos, une technologie qui permet une production d'acier plus écologique grâce à un captage du CO2 rejeté.

Ce projet doit néanmoins recevoir l'aval de la Commission européenne et il n'y a donc pas de garantie à ce stade que Florange accueille ce projet industriel.

Jean-Marc Ayrault a précisé que l'Etat, qui avait déjà réservé 150 millions d'euros pour le projet, était prêt à investir davantage.

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout La République (DLR) a estimé dans un communiqué qu'il s'agissait d'un *"accord en trompe-l'oeil"*. *"Pour éviter la nationalisation, Mittal a fait semblant de céder. Au final il ne s'engage fermement sur rien : ni sur la sauvegarde de l'emploi, ni sur des investissements, ni sur une stratégie industrielle"*, a-t-il ajouté.

Mittal fait une promesse d'investissement de 180 millions d'euros mais comme on le sait *"les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Le milliardaire indien pousse même l'outrecuidance de conditionner son investissement hypothétique à un investissement massif de l'Etat, des collectivités et de l'Union européenne dans le fameux projet Ucos"*, a-t-il poursuivi.

Interview du *Le Nouvel Observateur*. Walter Broccoli, délégué Force ouvrière ArcelorMittal à Florange

Est-ce une victoire ?

- Oui, c'est une grande victoire. Une victoire syndicale. J'espère qu'elle servira de leçon à d'autres. Et j'espère que Mittal a compris qu'il ne peut plus faire ce qu'il veut à Florange.

L'accord répond donc à vos revendications ?

- Nous avons rempli les trois objectifs que nous nous étions fixés. Premièrement, nous avons le projet Ulcos, qui représente 650 millions d'euros d'investissements. Cela veut dire que les hauts-fourneaux vont repartir, même s'il faut de 12 à 18 mois pour les faire repartir. Deuxièmement, nous avons obtenu le maintien de l'emploi. Pour les 629 salariés de la filière à chaud, mais aussi pour l'emballage, où au moins autant sont au chômage technique depuis des mois. Troisièmement, nous avons obtenu 180 millions d'euros d'investissements pour la filière à froid.

Avez-vous des doutes sur les promesses de la direction d'ArcelorMittal ?

- Nous avons du mal à croire les promesses de Mittal, mais je crois les promesses de l'Etat. C'est Jean-Marc Ayrault qui a fait une promesse aujourd'hui. Cela permet de rassurer tous les salariés des autres sites d'ArcelorMittal en France, ceux de Fos-sur-Mer et de Dunkerque, qui avait peur de pâtir des éventuels investissements qu'ArcelorMittal pourrait faire sur le site de Florange. (Propos recueillis vendredi 30 novembre par Donald Hebert - Le Nouvel Observateur)

En Lorraine, les premières réactions étaient néanmoins partagées.

Jean-Marc Vécrin, délégué CFDT et responsable du syndicat ArcelorMittal Atlantique et Lorraine, s'est dit "*très mitigé*".

"Le point positif, c'est qu'il n'y a pas de plan social et que les hauts-fourneaux restent debout. Par contre, nous sommes très sceptiques sur les engagements qui doivent être pris par M. Mittal. Ses promesses, on les connaît", a-t-il dit à Reuters.

"A partir de maintenant, c'est un autre combat qui s'engage, il faudra chaque jour vérifier que ces engagements sont tenus." Reuters et AFP 30.11

Donc si on a bien compris, Mittal devrait profiter d'une subvention de plusieurs centaines de millions d'euros de l'Etat et de l'UE, les deux provenant des impôts et des taxes que paient les travailleurs. C'est exactement l'inverse d'une nationalisation ou socialisation sans indemnité ni rachat. Il doit être content Gluckstein.

Même Mélenchon l'illusionniste a fait preuve de davantage de perspicacité ou de réalisme que Gluckstein, c'est facile vous direz, d'accord.

- M. Mélenchon doute que le gouvernement puisse nationaliser même partiellement le site sidérurgique de Florange (Moselle), dans une interview au quotidien *Libération* vendredi.

"Je reste plein d'espoir. Mais (...) j'imagine tous ceux qui vont dire à Hollande +tu vois dans quoi tu mets le doigt ?+. Ils vont lui dire +si on nationalise Florange, alors il faudra faire la même chose à Petroplus, etc.+ Le sujet connaîtra d'amples rebondissements", avertit-il. (AFP 30.11)

Bref, au passage, encore une casserole pour le POI.